



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving/Réception des soumissions

Email - courriel: Email - courriel: [DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca](mailto:DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca) et  
[Stephane.julien2@dfo-mpo.gc.ca](mailto:Stephane.julien2@dfo-mpo.gc.ca)

**REQUEST FOR PROPOSAL**

**DEMANDE DE PROPOSITION**

Proposal to: Fisheries and Oceans Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux : Pêches et Océans Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens et les services énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments: - Commentaires :

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE  
UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE  
SÉCURITÉ

<b>Title – Sujet</b> Installation, levage/enlèvement, maintien en position et entretien des bouées au lac Winnipegosis, au Manitoba		<b>Date</b> 26 février, 2020
<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> FP802-200015		
<b>Client Reference No. - No. de référence du client</b> FP802-200015		
<b>Solicitation Closes – L'invitation prend fin</b> <b>At / à :</b> 2:00 pm, heure avancée de l'est (HAE) <b>On / le :</b> 7 avril, 2020		
<b>F.O.B. – F.A.B</b> Destination	<b>GST – TPS</b> See herein — Voir ci-inclus	<b>Duty – Droits</b> See herein — Voir ci-inclus
<b>Destination of Goods and Services – Destinations des biens et services</b> See herein — Voir ci-inclus		
<b>Instructions</b> See herein — Voir ci-inclus		
<b>Address Inquiries to – Adresser toute demande de renseignements à</b> Stephane Julien <b>Email – courriel:</b> <a href="mailto:Stephane.Julien2@dfo-mpo.gc.ca">Stephane.Julien2@dfo-mpo.gc.ca</a>		
<b>Delivery Required – Livraison exigée</b> See herein — Voir ci-inclus		<b>Delivery Offered – Livraison proposée</b>
<b>Vendor Name, Address and Representative – Nom du vendeur, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:</b>		
<b>Telephone No. – No. de téléphone</b>		<b>Facsimile No. – No. de télécopieur</b>
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>		
<b>Signature</b>		<b>Date</b>



**Mai 2018      Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité  
moyenne (CM)**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>4</b>
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	4
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	4
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>5</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES .....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>8</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>9</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	9
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>11</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	11
<b>PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>14</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	14
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	15
6.5 RESPONSABLES.....	16
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	17
6.7 PAIEMENT .....	17
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES A LA FACTURATION.....	18
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	18
6.10 LOIS APPLICABLES .....	18
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	18
<b>ANNEXE «A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT) .....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE «B » - BASE DE PAIEMENT.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE «C » - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)..</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE « D » CONDITIONS D'ASSURANCE DES MARCHES DE SERVICES .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXE « E » CONDITIONS SUPPLEMENTAIRES DU NAVIRE .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEX "F" LISTE DE L'EQUIPEMENT FOURNI PAR LA GCC QU'IL NE FAUT PAS REMPLACER .....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEX "G" DIRECTIVES RÉGISSANT LE DÉPLOIEMENT EN TOUTE SÉCURITÉ ET LA RÉCUPÉRATION DES AIDES À LA NAVIGATION FLOTTANTES.....</b>	<b>35</b>



**ANNEXE « H » DECLARATION DE L'ENTREPRENEUR..... 37**



## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Exigences relatives à la sécurité**

Il n'y a pas d'exigences en matière de sécurité, mais il y a des exigences de sécurité indiquées dans la section 6.1 pour cette exigence.

### **1.2 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A »

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.4 Accords commerciaux**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien; l'accord de libre-échange Canada-Chilie; l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) ; l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ; l'Accord de libre-échange Canada-Colombie; l'Accord de libre-échange Canada-Honduras; l'Accord de libre-échange Canada – Corée; l'Accord de libre-échange nord-américain; l'Accord de libre-échange Canada-Panama; l'Accord de libre-échange Canada-Péru ; l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine et l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce.

### **1.5 Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement**

Le gouvernement du Canada a créé le bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement pour que les fournisseurs puissent déposer des plaintes à un organisme indépendant en ce qui a trait à l'octroi de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous avez le choix de faire part de vos doléances et de vos préoccupations relatives aux demandes de soumissions et aux contrats qui en découlent au Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement par téléphone, au 1 8667345169 ou par courriel à l'adresse [opo-boua@opo-boua.gc.ca](mailto:opo-boua@opo-boua.gc.ca). Vous pouvez aussi obtenir de plus amples renseignements sur les services du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement sur le site de ce dernier, à l'adresse [www.opo-boua.gc.ca](http://www.opo-boua.gc.ca).



## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Modification touchant le nom du ministère : Puisque la présente demande de propositions est lancée par Pêches et Océans Canada (MPO), il faut interpréter toute mention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou de son ministre dans les clauses et conditions, y compris celles tirées des CCUA, comme désignant en fait le MPO ou son ministre.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Pêches et Océans Canada (MPO) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de MPO ne seront pas acceptées.

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### **Définition**

Aux fins de cette clause,



« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;



- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **2.5 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur du Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

**Section I : Soumission technique** une (1) copie en format PDF.

**Section II : Soumission financière** une (1) copie en format PDF.

**Section III : Attestations** une (1) copie en format PDF.

**Section IV : Renseignements supplémentaires** une (1) copie en format PDF.

La taille maximale par courriel (incluant les pièces jointes) est limitée à 10 mégaoctets. Si la limite est dépassée, votre courriel pourrait ne pas être reçu par le MPO. Il est suggéré que vous compressiez la taille du courriel ou que vous envoyiez plusieurs courriels afin d'assurer la réception de la proposition. Afin de minimiser les risques de problèmes techniques, le soumissionnaire doit prévoir suffisamment de temps avant la date et l'heure de clôture pour permettre l'envoi de l'accusé de réception de ses documents.

Le MPO ne sera pas responsable pour tout retard attribué à la transmission ou réception du courriel. Le MPO enverra une confirmation au soumissionnaire confirmant la réception de la proposition.

**Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.**

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement (Annexe B).

#### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.





## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques Obligatoires

Les soumission seront évaluées en fonction des critères d'évaluation obligatoires, comme il décrit ci-dessous. Les soumissions doivent clairement satisfaire à toutes les exigences obligatoires pour passer à l'étape suivante d'évaluation. Les soumissions qui ne satisferont pas aux critères obligatoires seront exclues du processus de sélection.

La Couronne se réserve le droit de valider tous les renseignements fournis dans la soumission.

**Les soumissionnaires doivent inclure le tableau suivant dans leur soumission, indiquer que chaque critère obligatoire est satisfait et mentionner le numéro de page ou de section qui contient les renseignements permettant de vérifier que chaque critère a été satisfait.**

**Le soumissionnaire doit fournir dans sa soumission la preuve qu'il rencontre chaque critère obligatoire mentionné ci-dessous.**

Les critères obligatoires suivants seront évalués :

No.	Critères techniques obligatoires	Rencontre Critères (✓)	No. page de Proposition
O1	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> remplir et soumettre, à ou avant la date de clôture de la sollicitation, l'annexe du formulaire de taux identifié comme annexe B-1.		
O2	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> fournir, à ou avant la date de clôture de la sollicitation,, les documents d'un courtier d'assurance ou d'une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada indiquant que le soumissionnaire, si le contrat lui est attribué à la suite de l'appel d'offres, peut être assuré conformément à toutes les conditions, notamment les exigences en matière d'assurance.		
O3	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> soumettre , à ou avant la date de clôture de la sollicitation,, le document de déclaration des entrepreneurs dûment rempli "ANNEX H". Ce document confirme que l'entrepreneur respecte les exigences minimales en matière d'équipement et d'expérience qui s'y trouvent.		

#### 4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CUA* [A0222T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix - soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger (2014-06-26) A0222T



## **4.2 Méthode de sélection**

### **4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires**

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.



## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).



Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

### 5.2.3 Assurances

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date de l'attribution du contrat, un certificat démontrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur.

## 5.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### 5.3.1 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat:

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### 5.3.2 Renseignements supplémentaires sur l'entrepreneur

Suivant l'alinéa 221(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et les organismes aux termes des marchés de services pertinents (y compris des contrats englobant une combinaison de produits et de services) doivent être déclarés sur un feuillet T4-A supplémentaire.

Pour permettre au ministère des Pêches et des Océans de se conformer à la présente exigence, l'entrepreneur convient ici de fournir les renseignements suivants qu'il atteste être exacts et complets et qui divulguent entièrement son identité :

- a) le nom du particulier ou la raison sociale de l'entité, selon le cas (le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou la raison sociale associée au numéro d'entreprise (NE)), de même que son adresse et son code postal :  
\_\_\_\_\_
- b) le statut de l'entrepreneur (particulier, entreprise non constituée en corporation, corporation ou société en nom collectif) :  
\_\_\_\_\_
- c) pour les particuliers et les entreprises non constituées en corporation, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, le cas échéant, le numéro d'inscription aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH):  
\_\_\_\_\_



- d) pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH. S'il n'y a pas de NE ou de numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH, il faut fournir le numéro indiqué sur le formulaire de déclaration de revenus des sociétés T2 :
- 

**L'attestation suivante doit être signée par l'entrepreneur ou un dirigeant autorisé de l'entrepreneur :**

« J'atteste que j'ai examiné les renseignements fournis ci-dessus et qu'ils sont exacts et complets. »

---

Signature

---

Nom du signataire en caractères d'imprimerie



## PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 6.1 Exigences relatives à la sécurité

- 6.1.1 Ni le fournisseur ni quelque personne que ce soit qui est affecté à des travaux relatifs au contrat ou de l'entente NE DOIT avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS.
- 6.1.2 Ni le fournisseur ni quelque personne affectée à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIT avoir accès sans escorte aux zones d'accès restreint des installations de Pêches et Océans Canada ou aux navires de la Garde côtière canadienne.
- 6.1.3 Le fournisseur et toutes les personnes affectées à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIVENT retirer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ des sites du MPO.
- 6.1.4 Aucun contrat de sous-traitance ou entente au tiers ne peut être octroyé sans l'obtention préalable de la permission écrite de l'autorité contractante (AC), c'est à dire qu'une nouvelle LVERS doit être traitée au même titre que le contrat initial.

### 6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A »

### 6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 6.3.1 Conditions générales

2010B (2018-06-21), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### 6.3.2 Le paragraphe 10 de 2010b (2018-06-21), Conditions générales – Services professionnels (complexité moyenne) – Présentation des factures, est modifié comme suit :

**Supprimer :** 2010B 10 (2013-03-21) Présentation des factures

**Insérer :** **Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur à l'adresse suivante [DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca](mailto:DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca). L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
  - a. Le nom de l'entrepreneur et l'adresse physique pour le versement.
  - b. Le numéro d'entreprise de l'ARC ou le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) de l'entrepreneur.



- c. La date de facturation.
  - d. Le numéro de facture.
  - e. Le montant de la facture (ventilé entre les montants de poste et les montants de taxe).
  - f. La devise de facturation (si la facture n'est pas établie en dollars canadiens).
  - g. Le numéro de référence du MPO (numéro du bon de commande ou autre numéro de référence valide).
  - h. Le nom de la personne-ressource du MPO (employé du MPO qui a passé la commande ou à qui les marchandises ont été envoyées. **Remarque :** La facture sera renvoyée à l'entrepreneur si ces renseignements ne sont pas communiqués).
  - i. La description des biens ou des services fournis (fournir les détails des dépenses (comme l'article, la quantité, l'unité de délivrance, les tarifs horaires fermes de main-d'œuvre et le niveau d'effort, les contrats de sous-traitance, selon le cas) conformément à la base de paiement, taxes applicables en sus.
  - j. Les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu.
  - k. Le report des totaux, s'il y a lieu.
  - l. Le cas échéant, le mode d'expédition ainsi que la date, les numéros de caisses ainsi que les numéros de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
  4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

## **6.4 Durée du contrat**

### **6.4.1 Période du contrat**

La période du contrat est de la date d'octroi du contrat au 31 mars, 2021 inclusivement.

### **6.4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus de trois (3) périodes supplémentaires de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.



## **6.5 Responsables**

### **6.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Stephane Julien  
Titre : Agent principal des contrats  
Pêches et Océans Canada  
Direction : Services du matériel et des acquisitions  
Adresse : 200 rue Kent  
Ottawa, ON K1A 0E6  
Téléphone : 343-548-5181  
Courriel : [stephane.julien2@dfo-mpo.gc.ca](mailto:stephane.julien2@dfo-mpo.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### **6.5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est ( à être rempli lors de l'octroi du contrat.)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

### **6.5.3 Représentant de l'entrepreneur - ( à être rempli lors de l'octroi du contrat.)**

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_





## **6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## **6.7 Paiement**

### **6.7.1 Base de paiement - prix ferme - services**

6.7.1.1 À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme précisé dans l'annexe B, selon un montant total de (à être rempli lors de l'octroi du contrat)\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.7.1.2 Tous les prix et les montants d'argent dans le contrat sont exclusifs de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la vente harmonisée (TVH), selon le cas, sauf en cas d'indication contraire. La TPS ou la TVH, dans la mesure applicable, seront intégrées dans toutes les factures et demandes d'acompte pour les biens fournis ou travaux effectués et seront payés par Sa Majesté. L'entrepreneur accepte de verser à l'Agence du revenu du Canada la TPS ou la TVH payées ou dues.

6.7.1.3 Tout paiement par Sa Majesté en vertu du présent contrat est soumis à une affectation de crédits pour l'exercice au cours duquel le paiement doit être effectué.

### **6.7.2 Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **6.7.3 Méthode de paiement - Paiements d'étape**

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat si :

- a. une demande de paiement exacte et complète ; demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

### **6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat MasterCard ;
- b. Dépôt direct (national et international) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement)



## 6.8 Instructions relatives à la facturation

6.8.1 L'entrepreneur doit soumettre les factures conformément à l'alinéa 6.3.2 intitulé « Présentation des factures », ci-dessous. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient terminés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document précisé au contrat;
- c. une copie des rapports (si requis).

6.8.2 Les paiements seront effectués à condition que les factures sont envoyées par courriel au MPO les comptes créditeurs à [DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca](mailto:DFO.invoicing-facturation.MPO@canada.ca) et fournit les renseignements requis, comme indiqué au paragraphe 6.8.1 ci-dessus.

## 6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### 6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (2018-06-21), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (*inscrire la date de la soumission*) (si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » **ou** « , modifiée le \_\_\_\_\_ » *et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).



## **6.12 Assurance - exigence particulière**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D .  
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **6.13 Guide des CCUA**

A9141 (2008-05-12) État du navire



## **ANNEXE «A » - ÉNONCE DES TRAVAUX (EDT)**

### **1. TITRE**

Installation, levage/enlèvement, maintien en position et entretien des bouées au lac Winnipegosis, au Manitoba

### **2. CONTEXTE**

Le ministère des Pêches, des Océans Canada (MPO) et de la Garde côtière canadienne(GCC), entretient un système d'aides à la navigation saisonnières, composé de cinquante-trois (53) bouées non lumineuses et de quatorze (14) bouées lumineuses sur le lac Winnipegosis au Manitoba. Les bouées sont mises en place en mai ou au début juin, juste après la fonte des glaces; leur position est vérifiée tous les mois jusqu'à ce qu'elles soient récupérées et entreposées en novembre, peu de temps avant la prise de la glace. En plus de ces vérifications mensuelles, des réparations et un repositionnement sont effectués au besoin.

### **3. OBJECTIFS DU CONTRAT**

Le Programme Aides à la navigation (PAN) et Voies navigables de la GCC établit des aides à la navigation qui permettent aux navires de circuler en toute sécurité sur nos voies navigables. Le programme profite aux embarcations de plaisance, aux bateaux de pêche et aux navires commerciaux, et permet à la population d'exercer son droit de naviguer. Le Programme d'aides maritimes à la navigation de la GCC a pour mandat de veiller à l'accessibilité des eaux en fournissant des aides à la navigation, en aménageant des voies navigables et en protégeant les eaux navigables.

### **4. CONTEXTE, HYPOTHESES ET PORTEE PARTICULIERE DU CONTRAT**

4.1 La GCC sous-traite les services de mise en place, de levage et d'enlèvement, de maintien en position et d'entretien des bouées suivantes, conformément aux documents ci-joints.

4.2 Description générale des travaux :

- 4.2.1 mise en place des bouées selon la saison de navigation;
- 4.2.2 fixation des lanternes sur les bouées appropriées;
- 4.2.3 maintien en position et fonctionnement des bouées et des lanternes;
- 4.2.4 remplacement des lanternes, au besoin;
- 4.2.5 levage, enlèvement ou remplacement des bouées au besoin;
- 4.2.6 réparation et remise en place des bouées au besoin; et
- 4.2.7 présentation de rapports d'entretien des bouées au moyen de SIPA mobile (la base de données des aides à la navigation).

### **5. TACHES, ACTIVITES, PRODUITS LIVRABLES ET JALONS**

5.1 L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les bouées, pièces d'ancrage et lanternes sont en bon état de fonctionnement avant leur remise en place au début de la saison de navigation.

5.2 Au début de chaque saison de navigation ou selon les directives du superviseur du PAN, l'entrepreneur doit mettre les bouées saisonnières en place aux endroits indiqués et s'assurer de terminer les travaux avant le début de la saison de navigation dans la zone locale.

5.3 Il doit également s'assurer que les bouées demeurent en service jusqu'à la fin de la saison de navigation, comme l'indiquent les fiches techniques des bouées.  
Il doit aviser le superviseur du PAN dès que les bouées sont en place en début de saison et lorsqu'elles sont enlevées à la fin de la saison.



- 5.4 L'entrepreneur doit inspecter toutes les bouées chaque mois ou plus souvent (particulièrement après des périodes de mauvais temps, d'englacement, etc.), au besoin, en vue de déterminer si elles sont bien positionnées et si leur lanterne, leur ruban réflecteur et leurs numéros sont en bon état.
- 5.5 En vertu du présent contrat, l'entrepreneur doit lever, remorquer, débarquer, mettre à quai et remettre en place les bouées qui doivent être réparées, remises en état ou repositionnées, aussi souvent qu'il le faut tout au long de la saison de navigation. Si une bouée ou son ancrage est perdu et est irrécupérable, sans manquement de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit immédiatement aviser le superviseur du PAN par courriel ou par téléphone.
- 5.6 Si une bouée s'est déplacée de sa position et qu'en raison de conditions de mer ou de conditions météorologiques défavorables il est impossible de la repositionner dans les 72 heures, l'entrepreneur doit immédiatement aviser le superviseur du PAN de la position approximative de la bouée, par courriel ou par téléphone. Il doit de nouveau aviser le superviseur du PAN une fois la bouée repositionnée.
- 5.7 Les positions des bouées doivent être vérifiées à l'aide des méthodes indiquées sur les fiches de données des bouées dans le système d'information du Programme des aides à la navigation (SIPA).
- 5.8 L'entrepreneur doit remplacer les composants, au besoin, afin d'assurer le bon fonctionnement des feux et des bouées. Il doit notamment enlever les anciens composants comme les lanternes, les ancrages, les matériaux réfléchissants, etc., et les remplacer par des nouveaux.
- 5.9 À la fin de la saison de navigation ou selon les directives du superviseur du PAN, l'entrepreneur doit enlever les bouées et leurs ancrages et les livrer à l'aire d'entreposage des aides à la navigation de la Garde côtière accessible par la route seulement dans le village de Winnipegosis.
- 5.10 Les lanternes saisonnières doivent être retirées des bouées à l'automne et rangées dans un endroit d'entreposage approprié, dans l'obscurité, de telle sorte que les piles ne se déchargent pas complètement. L'entrepreneur doit s'assurer que les bouées sont toujours dans l'obscurité pendant la période d'entreposage. Les lanternes doivent être exposées à la lumière du soleil deux (2) semaines avant leur installation sur les bouées, au printemps, afin qu'elles se rechargent.
- 5.11 Les types de travaux suivants sont des indications justes et représentatives de l'entretien et des réparations que doit effectuer l'entrepreneur :
- 5.11.1 remplacer les ancrages usés ou cassés;
  - 5.11.2 remplacer le ruban réflecteur, les lettres et les numéros usés ou déchirés;
  - 5.11.3 vérifier que la couleur de la bouée n'est pas obscurcie par la saleté, les débris ou le guano, et la nettoyer au besoin;
  - 5.11.4 s'assurer que les panneaux solaires et les lentilles de la lanterne sont exempts de saleté ou d'autres débris;
  - 5.11.5 s'assurer du bon fonctionnement des lanternes (protéger l'interrupteur solaire) et qu'elles présentent les caractéristiques de clignotement et la couleur appropriées.
- 5.12 Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des tâches de l'entrepreneur, mais simplement d'une illustration des types de réparation et d'entretien que l'entrepreneur doit effectuer.

## **6. SPECIFICATION DES TRAVAUX RELATIFS AUX BOUEES**

- 6.1 Une « bouée entretenue » est une bouée pour laquelle l'entrepreneur effectue les tâches suivantes :
- 6.1.1 il vérifie sa position et son fonctionnement;



- 6.1.2 il met en place ou enlève les bouées et les repositionne au besoin pendant la saison de navigation;
- 6.1.3 il effectue les travaux d'entretien.

## **7. METHODE DE POSITIONNEMENT DES BOUEES**

L'entrepreneur doit utiliser un système de positionnement mondial (GPS) réglé sur le système NAD 83 ou WGS 84. Le positionnement de la bouée peut être réalisé par l'observation visuelle de l'obstacle à marquer ou par le sondage à l'aide d'un échosondeur ou d'une sonde à main étalonnée en mètres.

## **8. EXIGENCES EN MATIERE DE RAPPORTS**

- 8.1 Une fois les bouées mises en service, après chaque inspection mensuelle, après mise hors service ou lorsque des travaux maritimes concernant une bouée (remplacement, déplacement, inspection, etc.) sont effectués, un « rapport d'entretien de bouées ou de balises » doit être soumis pour chaque bouée à chaque visite, au moyen du système SIPA mobile. Les positions des bouées doivent être vérifiées à l'aide des méthodes indiquées sur les fiches de données des bouées dans le SIPA.
- 8.2 L'entrepreneur doit tenir le superviseur du PAN informé chaque jour, pendant les heures normales de travail, de l'état d'avancement des activités de mise en service et de mise hors service des bouées. L'entrepreneur est également responsable de tenir informé, chaque jour, le bureau des Services de communication et de trafic maritimes (SCTM), soit par le canal de communication maritime 16 VHF, soit en composant le 1 800 265-0237, de l'état d'avancement des travaux de mise en service et de mise hors service de chaque bouée ou pour chaque zone de contrat. L'agent responsable des SCTM publiera un avis à la navigation (AVNAV) pour aviser les navigateurs, au besoin.
- 8.3 La Garde côtière canadienne diffuse des avis à la navigation (AVNAV) afin d'aviser les navigateurs des dangers pour la navigation et des aides à la navigation défectueuses et de leur fournir d'autres renseignements importants sur la navigation. Ces avis sont publiés sur le site Web de la GCC à l'adresse suivante : <https://inter-l01-uat.dfo-mpo.gc.ca/infoceans/fr>; série C – Bassin des Grands Lacs, Voie maritime Trent Severn et lac Winnipeg; zone – LAC WINNIPEGOSIS. On s'attend à ce que l'entrepreneur surveille constamment la page des AVNAV concernant sa zone d'opération et intervienne pendant les interruptions de service qui sont communiquées par l'intermédiaire des AVNAV en l'absence de directives supplémentaires de la GCC. Indépendamment de ce qui précède, l'entrepreneur peut recevoir un avis lui signalant une anomalie de la part de l'une ou l'autre des instances suivantes, avant la diffusion d'un AVNAV : le centre des opérations de la GCC, une base de la GCC, une station radio de la GCC, ou encore, un représentant de la GCC. L'entrepreneur est tenu de réagir le plus tôt possible à une panne et dès que les conditions météorologiques le permettent. Une fois qu'une panne est résolue, l'entrepreneur doit appeler le poste des SCTM pour fermer l'AVNAV.

## **9. OBLIGATIONS DE PECHE ET OCEANS CANADA ET DE LA GARDE COTIERE CANADIENNE EN MATIERE DE FOURNITURE D'EQUIPEMENT SPECIALISE**

- 9.1 La GCC doit fournir à l'entrepreneur, pour la durée du présent contrat, les outils qui, du point de vue du superviseur du PAN, sont spécialisés et hors de la capacité de fourniture normale de l'entrepreneur et sont nécessaires à l'exécution du présent contrat.
- 9.2 L'entrepreneur doit avoir la pleine utilisation de l'aire d'entreposage des aides à la navigation de la Garde côtière canadienne, située dans le village de Winnipegosis, dans la mesure où le besoin est relié à l'exécution du présent contrat. Sous réserve d'une utilisation raisonnable d'électricité par l'entrepreneur, la Garde côtière assumera la facture mensuelle pour la consommation électrique de l'aire d'entreposage.



- 9.3 Le superviseur du PAN sera en mesure d'aider l'entrepreneur en lui donnant des instructions, au début et au cours du présent contrat, relativement aux inspections périodiques à effectuer dans le cadre des services visés par le présent contrat.
- 9.4 Le superviseur du PAN fournira le logiciel SIPA mobile et la formation à l'entrepreneur localement, à une date et à une heure convenues par les deux parties, avant le début de la saison de navigation.
- 9.5 Les pièces et les composants ci-dessous seront fournis à l'entrepreneur par la GCC dans le cadre du contrat d'entretien des bouées :
- 9.5.1. Bouées en plastique (plastique (ORT), SB23 et SB40)
  - 9.5.2. Ancres d'amarrage (DOR-MOR)
  - 9.5.3. Chaîne d'amarrage
  - 9.5.4. Manilles et émerillons
  - 9.5.5. Lettres et numéros d'identification des bouées
  - 9.5.6. Ruban réflecteur pour bouées
  - 9.5.7. Lanternes de bouée
  - 9.5.8. Composants de rechange et ruban réflecteur
- 9.6 L'équipement que la GCC s'engage à fournir à l'entrepreneur doit lui être expédié aux frais de la Garde côtière. Toutes les aides maritimes à la navigation ainsi que tout l'équipement ou les autres matériaux fournis à l'entrepreneur conformément au présent contrat demeurent la propriété de la GCC.

## 10. INSPECTION

Le superviseur du PAN a le droit d'inspecter les aides maritimes à la navigation aussi souvent qu'il le juge nécessaire pour convaincre le Ministère que les bouées sont entretenues conformément aux spécifications décrites dans le présent énoncé des travaux.

## 11. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

- 11.1 Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de renouveler l'ensemble des permis, des licences et des certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. L'entrepreneur est responsable des modifications imposées en vertu de ces lois et règlements. Il doit fournir une copie des permis, des licences ou des certificats susmentionnés à la demande du MPO.

### REMARQUE : Les coûts liés à la certification seront assumés par l'entrepreneur.

- 11.2 Si un changement est apporté à l'équipage ou au bateau pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit en informer le responsable de projet sans délai, en lui donnant le nom et les renseignements fournis au départ dans la soumission.
- 11.3 Connaissance locale des voies navigables et des conditions, s'il y a lieu, comme le précise le barème tarifaire.
- 11.4 Capacité de manutention et de levage : l'entrepreneur doit être en mesure de mettre en place, de lever et d'enlever les bouées et les lests dont le poids peut atteindre 124 kg. La capacité de levage est déterminée par Transports Canada.
- 11.5 L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les outils et l'équipement nécessaires à l'exécution de ses tâches, y compris un ordinateur personnel doté d'un système d'exploitation Windows 7, ou version supérieure, et d'une connexion Internet.



- 11.6 Lorsque des travaux maritimes concernant une bouée (mise en service, mise hors service, remplacement, déplacement, inspection, etc.) sont terminés, l'entrepreneur doit remplir un rapport d'entretien des bouées, au moyen du système SIPA mobile, pour la bouée en question.
- 11.7 En cas de perte ou de dommages occasionnés aux aides à la navigation par suite d'une négligence de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit remédier à cette perte ou à ces dommages à ses frais et à la satisfaction du superviseur du PAN.
- 11.8 À la fin de chaque année pendant la durée du présent contrat ou à la fin de la saison de navigation de chacune de ces années, l'entrepreneur doit informer le superviseur du PAN des aides à la navigation qui sont inutilisables et, si le superviseur du PAN juge qu'il n'est pas rentable de les réparer, de telles aides à la navigation seront remplacées par la GCC.
- 11.9 L'entrepreneur doit retourner, en bon état, à la GCC, l'ensemble des aides à la navigation, des composants, des biens, de l'équipement, des matériaux et des fournitures de la Garde côtière, suivant les instructions du superviseur du PAN et doit remédier à toute perte ou combler toute lacune en ce qui les concerne. Le défaut de retourner le matériel de la GCC pourrait entraîner des retards ou une réduction du paiement final.
- 11.10 L'entrepreneur doit, en tout temps, garder un stock suffisant de pièces de rechange pour pouvoir entretenir les aides à la navigation; il doit également informer le superviseur du PAN de la nécessité de se procurer des pièces de rechange supplémentaires pour maintenir ce stock.
- 11.11 L'entrepreneur ne doit pas attribuer ou sous-traiter quelque partie que ce soit des services à fournir.
- 11.12 L'entrepreneur doit posséder un bateau à moteur adapté à l'exécution des travaux prévus au présent contrat conformément aux règles et à la réglementation de Transports Canada.
- 11.13 L'entrepreneur doit informer le superviseur du PAN s'il recommande des changements à apporter au nombre ou à la configuration des aides à la navigation en fonction de sa connaissance des conditions changeantes dans la zone en question.
- 11.14 L'entrepreneur doit assurer la propreté et le bon ordre de l'aire d'entreposage des aides à la navigation et suivre toutes les directives ministérielles qui lui sont adressées concernant l'élimination adéquate de l'équipement et des matériaux non réutilisables.
- 11.15 Si une bouée est retirée en permanence d'une zone d'opération contractuelle, une modification sera envoyée à l'entrepreneur afin de réduire le montant du contrat par l'autorité contractante. De même, si une bouée est ajoutée à une zone d'opération contractuelle, une modification sera envoyée à l'entrepreneur afin d'augmenter le montant du contrat. Les montants doivent être basés sur les soumissions présentées par les entrepreneurs.

## **12. LANGUE DE TRAVAIL**

La langue de travail pour le présent contrat et pour les produits livrables sera l'anglais.

## **13. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

- 13.1 L'entrepreneur doit souscrire une assurance adéquate pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité aux termes de tout autre contrat connexe ni ne la diminue.
- 13.2 Il incombe à l'entrepreneur de décider s'il doit souscrire une assurance supplémentaire pour respecter ses obligations et se conformer aux lois applicables. La souscription d'une assurance supplémentaire est à la discrétion et aux frais de l'entrepreneur, et il en va de son intérêt propre et de sa protection.





- 13.3 À l'adjudication du contrat, l'entrepreneur retenu devra fournir une preuve de souscription à une assurance.

**14. FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE**

Dans le cadre du présent contrat, les frais de déplacement et de subsistance ne seront pas assumés par le Ministère.



### **ANNEXE «B » - BASE DE PAIEMENT**

Le paiement sera versé à l'entrepreneur deux (2) fois par année (juillet et janvier) une fois tous les travaux terminés à la satisfaction du représentant du Ministère et après réception d'une facture. L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il aura raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, conformément à la proposition financière de l'entrepreneur et à l'énoncé des travaux.

Veuillez consulter la feuille de calcul Excel ci-dessous - Annexe des tarifs et feuille de prix ANNEXE B-1.

ANNEXE B-1

DONNEES TECHNIQUES et BAREME TARIFAIRE POUR LES BOUEES

La liste ci-dessous énumère les bouées qui font l'objet du contrat. (Le coût unitaire annuel doit être indiqué par l'entrepreneur dans la colonne prévue à cet effet, dans le cadre du présent appel d'offres pour l'entretien des bouées indiquées.)

\*REMARQUE : Les éléments d'amarrage, y compris la chaîne, les manilles et les contrepoids, varient pour chaque site, et leur poids combiné peut atteindre 21 kg (le poids de la bouée et celui de l'ancre sont indiqués séparément). Par conséquent, la capacité de levage maximale requise pour le présent contrat est de 124 kg.

N° LJ/LJL	NOM	COD E	CARTE MARINE	EMPLACEMENT	TYPE DE BOUEE	AMARRAGE	ANCRE	COULEU R	POSITION	COÛT UNITAIRE ANNUEL 1 <sup>re</sup> ANNEE	COÛT UNITAIRE ANNUEL OPTION ANNEE 1	COÛT UNITAIRE ANNUEL OPTION ANNEE 2	COÛT UNITAIRE ANNUEL OPTION ANNEE 3
1625.500	Bouée lumineuse du réf de l'île Weasel	K4	6271	Sud-est de l'île	Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	51° 40' 40,00"N 99° 42' 41,00"O				
1626.000	Bouée lumineuse du réf de l'île Maps	KD3	6271		Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Vert	51° 40' 31,00"N 99° 52' 43,00"O				
1635.100	Bouée lumineuse du rocher Gensky	K6	6272	À l'entrée de Duck Bay	Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 6,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 11' 44,00"N 100° 01' 26,00"O				
1635.200	Bouée lumineuse de la pointe de Duck Bay	K9	6272	À l'entrée de Duck Bay	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 6,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	52° 11' 22,80"N 100° 08' 04,56"O				
1635.500	Bouée lumineuse du réf Five Mile	K42	6272	Sud-est de Duck Bay	Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 07' 30,00"N 100° 04' 00,00"O				
1635.800	Bouée lumineuse du réf de l'île Barrel	KC2	6272		Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 12,2 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 13' 18,00"N 100° 04' 40,00"O				
1635.920	Bouée lumineuse du réf de Wade Point	KE2	6272	Réf de Wade Point	Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 14' 57,60"N 99° 54' 24,12"O				
1636.000	Bouée lumineuse de l'île Half Moon	K11	6272	Sud-ouest de l'île	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	52° 23' 10,00"N 100° 01' 46,00"O				
1637.000	Bouée lumineuse du chenal Papoose	K21	6272	Chenal Papoose	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 24' 14,00"N 100° 01' 06,00"O				
1637.500	Bouée lumineuse du chenal Papoose	K24	6272	Chenal Papoose	Bouée à espar conique de 0,3 m en plastique (ORT), poids de 39 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	52° 24' 52,90"N 100° 01' 04,60"O				
1638.300	Bouée lumineuse du chenal Papoose	K29	6272	Nord-ouest de l'île Dog	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 4,6 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	52° 26' 12,00"N 100° 00' 42,00"O				
1639.500	Bouée lumineuse du chenal Papoose	K35	6272	Ouest de l'île Morris	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 27' 31,00"N 99° 59' 48,00"O				
1639.900	Bouée lumineuse du chenal Papoose	K43	6272	Est de la pointe Baseline	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 4,6 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Rouge	52° 29' 22,90"N 99° 58' 34,00"O				
1669.100	Bouée lumineuse de l'île Cormorant	JA10	6273	Près de l'extrémité sud-ouest de l'île Cormorant (pointe)	Bouée à espar cylindrique de 0,3 m en plastique (ORT)	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	52° 51' 04,00"N 99° 57' 36,00"O				
9844.000	Passage Devils Gap	J7	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 4,3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 46' 30,00"N 100° 03' 00,00"O				
9845.000	Passage Devils Gap	J9	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 46' 30,00"N 100° 03' 03,00"O				
9846.000	Passage Devils Gap	J11	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 46' 39,00"N 100° 03' 04,20"O				
9847.000	Passage Devils Gap	J13	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 46' 48,00"N 100° 03' 06,00"O				
9848.000	Passage Devils Gap	J15	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 00,00"N 100° 03' 06,00"O				
9849.000	Passage Devils Gap	J17	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 14,00"N 100° 03' 11,00"O				
9850.000	Passage Devils Gap	J19	6273	Sud de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 24,00"N 100° 03' 12,00"O				
9851.000	Passage Devils Gap	J21	6273	Sud-est de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 36,00"N 100° 03' 14,10"O				
9852.000	Passage Devils Gap	J23	6273	Est de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 48,00"N 100° 03' 16,00"O				
9853.000	Passage Devils Gap	J25	6273	Nord de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 47' 58,00"N 100° 03' 03,00"O				
9854.000	Passage Devils Gap	J27	6273	Nord de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 48' 09,00"N 100° 03' 36,00"O				
9855.000	Passage Devils Gap	J29	6273	Nord de la pointe Devils	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 48' 22,86"N 100° 04' 03,00"O				
9856.000	Chenal de l'île Spruce Cameron	J35	6274	Est de la pointe Cameron	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	53° 00' 47,00"N 100° 30' 44,00"O				

9857.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Pontie Cameron	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 07' 40,07°N 100° 31' 45,00°O
9858.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Pontie Cameron	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32	53° 00' 30,60°N 100° 33' 21,00°O
9859.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	kg MOR	53° 00' 39,89°N 100° 35' 52,50°O
9860.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Espooes	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 4,6 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 58,20°N 100° 34' 15,00°O
9861.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 52,88°N 100° 34' 11,00°O
9862.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 46,92°N 100° 35' 12,00°O
9863.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 40,50°N 100° 36' 44,10°O
9864.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud-ouest de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 27,72°N 100° 36' 46,80°O
9864.002	Chenal de l'île Spruce	6274	Chenal de l'île Spruce, juste au large du Nord	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23, poids de 43 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 00' 33,72°N 100° 36' 48,24°O
9865.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud-ouest de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	53° 00' 36,00°N 100° 37' 36,60°O
9866.000	Chenal de l'île Spruce	6274	Sud-ouest de l'île Spruce	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	53° 01' 03,30°N 100° 38' 08,16°O
9867.000	Chenal Cormorant	6273	Ouest de l'île Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 50' 23,00°N 99° 57' 51,90°O
9868.000	Chenal Cormorant	6273	Ouest de l'île Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 50' 36,00°N 99° 57' 55,20°O
9869.000	Chenal Cormorant	6273	Ouest de l'île Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 50' 45,00°N 99° 57' 57,00°O
9870.000	Chenal Cormorant	6273	Ouest de la bouée lumineuse de Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 51' 06,00°N 99° 58' 02,00°O
9871.000	Chenal Cormorant	6273	Ouest de la bouée lumineuse de Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 51' 20,00°N 99° 58' 05,00°O
9872.000	Chenal Cormorant	6273	Nord-ouest de la bouée lumineuse de Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 51' 36,00°N 99° 58' 07,80°O
9873.000	Chenal Cormorant	6273	Est de l'île Grand	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 51' 44,00°N 99° 58' 09,00°O
9874.000	Chenal Cormorant	6273	Est de l'île Grand	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 51' 54,00°N 99° 58' 11,00°O
9875.000	Chenal Cormorant	6273	Nord-est de l'île Grand	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 52' 03,00°N 99° 58' 11,00°O
9876.000	Chenal Cormorant	6273	Nord-est de l'île Grand	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 52' 14,00°N 99° 58' 12,00°O
9877.000	Chenal Cormorant	6273	Nord-est de l'île Grand	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 6,1 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 52' 27,00°N 99° 58' 14,00°O
9878.000	Récif Cormorant (avalue)	6273	Sud de l'île Cormorant	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 48' 31,80°N 99° 55' 25,62°O
9879.000	Dawson Bay (port de la pointe Whitefish)	6274	Entrée du port de Whitefish	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 58' 14,30°N 100° 57' 58,40°O
9880.000	Dawson Bay (port de la pointe Whitefish)	6274	Entrée du port de Whitefish	Bouée conique de 0,25 m en plastique SB 30, poids de 36 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 58' 17,88°N 100° 57' 56,00°O
9881.000	Dawson Bay (port de la pointe Whitefish)	6274	Entrée du port de Whitefish	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 58' 21,00°N 100° 57' 59,98°O
9882.000	Dawson Bay (port de la pointe Whitefish)	6274	Entrée du port de Whitefish	Bouée à espar cylindrique de 0,25 m en plastique SB 23.	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 58' 22,00°N 100° 57' 16,80°O
9883.000	Chenal Papoose	K13	Ouest de l'île Half Moon	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 23' 27,00°N 100° 01' 38,52°O
9884.000	Chenal Papoose	K15	Ouest de l'île Half Moon	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 23' 45,00°N 100° 01' 27,12°O
9885.000	Chenal Papoose	K17	Nor-d-ouest de l'île Half Moon	Bouée à espar cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 4,6 m, diamètre - 12,7 mm	MOR	52° 23' 27,00°N 100° 01' 00°N
9886.000	Chenal Papoose	K23	Alignement de la pointe Dag	Bouée cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 24' 34,80°N 100° 01' 10,08°O
9887.000	Chenal Papoose	K25	Alignement de la pointe Dog	Bouée cylindrique de 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR	52° 25' 12,24°N 100° 01' 2,96°O

9886,000	Chenal Papoose	K27	6272	Alignement de la pointe Dog	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 25' 42,00" N 100° 01' 02,00" O				
9890,000	Chenal Papoose	K31	6272	Sud-ouest de l'île Morris	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 3,7 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 26' 38,00" N 100° 00' 26,00" O				
9891,000	Chenal Papoose	K33	6272	Ouest de l'île Morris	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 27' 06,00" N 100° 00' 06,00" O				
9893,000	Chenal Papoose	K37	6272	Ouest de l'île Morris	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 4,6 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 28' 00,00" N 99° 59' 30,00" O				
9894,000	Chenal Papoose	K39	6272	Nord-ouest de l'île Morris	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 5,6 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 28' 28,00" N 99° 59' 12,00" O				
9895,000	Chenal Papoose	K41	6272	Est de la pointe Baseline	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 5,5 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 32 kg	Verte	52° 28' 57,00" N 99° 58' 54,00" O				
9901,000	Rivière Mossey	KD5	6271	Nord-ouest du rûcl Maples	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 64 kg	Verte	51° 39' 44,00" N 99° 54' 12,00" O				
9902,000	Rivière Mossey	KD7	6271	Cour sur l'alignement de la rivière Mossey	Bouée cylindrique 0,4 m en plastique SB 40, poids de 10,4 kg	Longueur de chaîne - 3 m, diamètre - 12,7 mm	DOR- MOR 62 kg	Verte	51° 39' 27,00" N 99° 54' 22,00" O				
TOTAL													



ANNEXE «C» - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)



Gouvernement  
du Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat <b>F1710 - 2000.5</b>
Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)		
PART 1 - CONTRACT INFORMATION / PARTIE 1 - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine <b>Fisheries + Oceans Canada</b>	2. Branch or Department / Section générale ou Division <b>Canadian Coast Guard</b>	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail <b>Buoy Service Contract for the provision of floating aids to navigation on Lake Winnipegosis, Manitoba.</b>		
5. a) Will the Supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
b) Will the Supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont soumise aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que ses employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to / Limité à <input type="checkbox"/>	Restricted to / Limité à <input type="checkbox"/>
Specified to: / Limité à Specify country(ies) / Préciser le(s) pays :	Specified to: / Limité à Specify country(ies) / Préciser le(s) pays :	Specified to: / Limité à Specify country(ies) / Préciser le(s) pays :
8. a) Level of Information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A PROTECTED B PROTÉGÉ B PROTECTED C PROTÉGÉ C CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL SECRET SECRET TOP SECRET TRÈS SECRET TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT)	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTRICTED NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL NATO SECRET NATO SECRET COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED A PROTÉGÉ A PROTECTED B PROTÉGÉ B PROTECTED C PROTÉGÉ C CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL SECRET SECRET TOP SECRET TRÈS SECRET TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT)



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat <b>F1710-20003</b>
Security Classification / Classification de sécurité

<b>PART 1 - INFORMATION / PARTIE 1 - INFORMATIONS</b>			
1. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COSMIC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COSMIC protégés et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity. Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité.	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
2. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement sensible?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui		
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel: Document Number / Numéro du document:			
<b>PART 2 - PERSONNEL / PARTIE 2 - PERSONNEL - POLYGRAPHY</b>			
32. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis:			
<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS CODE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGHT TRÈS SECRET - SIGHT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	Special comments / Commentaires spéciaux: <u>Nil</u>		
NOTE: Multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.			
33. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation adéquate peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
<b>PART 3 - INFORMATION SUPPORT / PARTIE 3 - SUPPORT DE PROTECTION D'INFORMATION</b>			
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
11. b) Will the supplier be required to safeguard COSMIC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COSMIC?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
<b>PRODUCTION</b>			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED assets or equipment occur at the supplier's site or premises? Les opérations du fournisseur concernent-elles la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
<b>INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)</b>			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	



Gouvernement  
du Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

F1710-20003

Security Classification / Classification de sécurité

**ANNEX 1 (continued) / ANNEXE 1 (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement utilisent le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sécurisation requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Pour les utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category / Catégorie	Handling / Manipulation			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ		INFO					COMINT					
	A	B	C	Confidential / Confidential	Secret / Secret	TOP SECRET / TRÈS SECRET	Secret Restricted / SECRET RESTREINT	INFO Confidential / INFO CONFIDENTIEL	Secret / Secret	TOP SECRET / TRÈS SECRET	Performance / Performance			Confidential / Confidential	Secret / Secret	TOP SECRET / TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information Systems / Systèmes d'information																
IT Assets / Actifs IT																
Equipment / Équipements																

10. Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail est-elle par la présente (VERB) protégée et/ou classifiée?

☒ No / Non

☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Si Oui, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la zone intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

11. Is all the documentation attached to this SRCL, be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente (VERB) sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No / Non

☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Si Oui, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la zone intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).





## ANNEXE « D » CONDITIONS D'ASSURANCE DES MARCHES DE SERVICES

À l'adjudication du contrat, l'entrepreneur choisi devra fournir des assurances conformément aux conditions d'assurances ci-jointes. De plus, les conditions suivantes doivent être respectées :

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation (P&I) qui doit comprendre une responsabilité abordage complémentaire et une responsabilité pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du Groupe international des clubs de protection et d'indemnisation ou dans un marché établi pour un montant qui n'est pas inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre l'assurance pour l'équipage, si ce dernier n'est pas protégé par un régime d'indemnisation des accidentés du travail comme le détaille le paragraphe (2) ci-dessous.

2. L'entrepreneur doit obtenir l'assurance d'indemnisation des accidents du travail pour tous les employés participant aux travaux, conformément aux exigences des textes de loi du territoire, de la province ou du pays qui régissent le domicile ou l'emploi. Si l'entrepreneur doit payer une redevance ou une prime supplémentaire ou une surprime à une commission des accidents du travail, à la suite d'un accident qui a causé des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou du sous-traitant ou qui est dû à des conditions de travail non sécuritaires, une telle redevance ou prime sera entièrement à la charge de l'entrepreneur.

3. La police d'assurance protection et indemnisation doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada à titre d'assuré additionnel désigné doit être énoncé comme suit : le Canada, représenté par le ministre des Pêches et des Océans.
- b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, pour toute perte ou tout dommage concernant les navires de l'entrepreneur, quelle qu'en soit la cause.
- c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- d. Responsabilité réciproque / individualité des assurés : Sans augmenter la limite totale de la police, la police doit protéger toutes les parties assurées au plein montant. En outre, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que s'il avait souscrit à une police distincte.
- e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada pour s'entendre sur les stratégies juridiques en envoyant une lettre (courrier recommandé ou messenger) avec accusé de réception.

Pour la province de Québec, l'adresse est la suivante :  
Directeur, Droit des affaires,  
Bureau régional du Québec (Ottawa),  
Ministère de la Justice,



284, rue Wellington, pièce SAT-6042,  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, l'adresse est la suivante :

Avocat général principal,  
Section du litige civil,  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

4. Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit de participer à sa défense s'il fait l'objet de poursuites. Dans ce cas, le Canada doit assumer tous les frais liés à sa participation à titre de codéfendeur. Si le Canada décide d'être le codéfendeur en cas de poursuites intentées contre lui et qu'il ne consent pas à un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et le demandeur, lequel donnerait lieu à un règlement ou au rejet de l'action contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur de toute différence entre le montant du règlement proposé et le montant accordé ou versé en fin de compte aux demandeurs (frais d'intérêts compris) au nom du Canada.



---

## ANNEXE « E » CONDITIONS SUPPLEMENTAIRES DU NAVIRE

1. L'entrepreneur doit maintenir le navire, les moteurs, les engins et l'équipement en bon état pendant toute la durée du contrat et doit payer toutes les réparations, les rénovations et la maintenance nécessaires.
2. L'entrepreneur doit :
  - a. indemniser et tenir à couvert le Canada contre l'ensemble des réclamations pour perte ou dommages au navire ou à tout autre bien, moteur, engin ou équipement survenant pendant l'affrètement ainsi que les réclamations pour blessures ou dommages causés aux personnes ou aux biens à bord du navire, à l'exception des blessures et des dommages causés aux biens des employés ou des mandataires du Canada;
  - b. veiller à ce que les activités soient effectuées par des représentants autorisés du Canada, nommés par l'autorité technique;
  - c. veiller à ce que les vêtements de flottaison individuels pour toutes les personnes à bord du navire soient facilement accessibles en tout temps;
  - d. interdire la consommation ou la possession de drogues illégales ou d'alcool. Le contrat sera résilié pour manquement si un membre de l'équipage est trouvé sous l'influence de ces drogues ou de substances intoxicantes lorsqu'il est en service.
3. Si le navire est hors d'état, n'est pas en état de marche ou est désarmé sans le consentement du Canada, ce dernier ne sera pas responsable de payer la location du navire pendant cette période. Si cette période dépasse une semaine, le Canada peut mettre fin au contrat immédiatement pour manquement.
4. Si un engin ou de l'équipement nécessaire à l'exploitation efficace du navire aux fins du présent contrat n'est pas en état de marche pendant une période de temps, la location du navire ne sera pas payée pendant le temps perdu. De plus, si pendant le voyage, la vitesse est réduite en raison d'une défectuosité ou d'une défaillance de l'une des parties de la coque, de la machinerie ou de l'équipement, le temps perdu sera déduit de la période de location. Le Canada sera le seul juge de la capacité du navire.
5. Si le navire ne peut être utilisé de façon sécuritaire dans la zone de travail en raison des conditions de la mer ou météorologiques, l'affrètement sera annulé pour la journée et un paiement au pro rata sera versé à l'entrepreneur pour cette période, tel que convenu par le représentant de l'entrepreneur et le représentant du Canada et conformément aux conditions du présent contrat.
6. Si les détails fournis par l'entrepreneur et énoncés dans le présent contrat sont incorrects ou trompeurs, le Canada peut, à sa discrétion, mettre fin au présent contrat pour manquement.
7. Si le navire est perdu ou endommagé au point d'en justifier l'abandon du fait de sa perte réputée totale, l'entente peut être résiliée à la seule discrétion de Sa Majesté.
8. L'entrepreneur, par la présente, libère et donne quittance à jamais à Sa Majesté et à tous ses employés de toute poursuite, réclamation ou revendication, quels qu'en soient le genre ou la nature, que l'entrepreneur a déjà formulée, formule ou pourra formuler par la suite en raison de dommages causés ou d'une lésion corporelle infligée, ou des deux par suite des gestes et omissions de Sa Majesté ou de ses employés aux termes et aux modalités de l'entente ou de tout contrat.



9. L'entrepreneur reconnaît et accepte que la présente entente ou tout contrat ne se substitue et ne déroge aucunement aux droits et aux pouvoirs de Sa Majesté conformément à la Loi sur les pêches du Canada ou à tout autre acte, loi ou règlement du Canada.
10. Si une disposition, une modalité ou une condition de la présente entente ou de tout contrat est entièrement ou partiellement invalide, la présente entente doit être interprétée comme si la disposition, la modalité ou la condition invalide ne faisait pas partie de l'entente ou du contrat.
11. L'entrepreneur doit permettre à Sa Majesté tous les accès et les moyens d'évacuation exigés par Sa Majesté en vue de réaliser toutes les inspections réputées nécessaires par Sa Majesté pour administrer les modalités et les conditions de la présente entente.



**ANNEX "F" LISTE DE L'EQUIPEMENT FOURNI PAR LA GCC QU'IL NE FAUT PAS REMPLACER**

- Les bouées en plastique de petites tailles (bouées à espar de 0,3 m, SB23 et SB40)
- Ancres d'amarrage (DOR-MOR)
- Chaîne d'amarrage
- Émerillons et manilles
- Lettres et numéros d'identification des bouées
- Ruban réflecteur pour bouées
- Lanternes de bouées lumineuses



---

## **ANNEX “G” DIRECTIVES RÉGISSANT LE DÉPLOIEMENT EN TOUTE SÉCURITÉ ET LA RÉCUPÉRATION DES AIDES À LA NAVIGATION FLOTTANTES**

1. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les navires utilisés pour le travail sur les bouées sont bien adaptés à la manutention en toute sécurité des aides à la navigation.
2. Les entrepreneurs doivent s'assurer que l'ensemble du matériel utilisé pour déployer ou récupérer les aides à la navigation flottantes est en bon état de fonctionnement et qu'il est manœuvré uniquement par du personnel qualifié et expérimenté. Les entrepreneurs doivent connaître les limites de charge utile de l'équipement utilisé et doivent veiller à ne pas dépasser ces limites. En aucun cas, les charges ne doivent être suspendues au-dessus du personnel.
3. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les navires utilisés pour déployer les aides à la navigation sont conformes à l'ensemble des lois et règlements en ce qui a trait à leurs dimensions.
4. Les entrepreneurs doivent s'assurer que le personnel qui déploie les bouées porte l'équipement de protection et de sécurité approprié, à savoir les VFI, les chaussures et les casques de sécurité, et tout autre équipement de protection individuelle (EPI) jugé nécessaire ou exigé par les codes du travail fédéral et provinciaux.
5. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les conditions météorologiques et l'état de la mer sont propices à la manutention des bouées. Si ce n'est pas le cas, les entrepreneurs doivent attendre que les conditions météorologiques soient plus clémentes.
6. Les entrepreneurs doivent évaluer les conditions sur place avant d'entamer les opérations de déploiement ou de récupération, le but étant de déterminer le moyen le plus sûr qui soit pour s'approcher des aides à la navigation.
7. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les ancres, les lests et autre équipement des bouées se trouvent en dehors du navire et bien à l'écart des personnes avant de les larguer à la position voulue.
8. Les entrepreneurs doivent s'assurer que l'ensemble des ancres, manilles et lests a fait l'objet d'une inspection visuelle et que cet équipement est en bon état avant de le déployer à la position voulue. Tout l'équipement en mauvais état doit être signalé, et des articles de remplacement neufs seront fournis.
9. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les ancres, manilles et pièces de ragage sont solidement fixées aux lests et aux bouées.
10. Les entrepreneurs doivent connaître les positions de déploiement exactes des bouées. En cas de doute, les entrepreneurs doivent attendre que les positions exactes soient confirmées.
11. Les entrepreneurs doivent s'assurer que le personnel qui prend part au déploiement des aides flottantes a lu les présentes directives et qu'il s'y conforme en tout temps.
12. Les entrepreneurs doivent s'assurer que les aides flottantes sont toujours à la position annoncée avant d'entamer des opérations de récupération.
13. Les entrepreneurs doivent extraire les bouées de l'eau en toute sécurité en utilisant une sangle ou une élingue qu'ils fixeront à l'anneau fixé sur le dessus des bouées. La résistance de la sangle ou de l'élingue doit permettre d'extraire les bouées de l'eau en toute sécurité. La résistance de la sangle ou de l'élingue doit être adaptée au poids des bouées. Avant de les utiliser, l'entrepreneur doit inspecter rigoureusement les sangles et les élingues pour s'assurer qu'elles ne comportent pas



de défaut. Il est interdit d'utiliser des sangles ou des élingues endommagées pour soulever les bouées.

14. Avant d'extraire les bouées de l'eau, on conseille aux entrepreneurs de rattraper le mou des chaînes d'amarrage, puis de commencer à soulever les lests. Le personnel doit veiller à ne pas marcher sur le ballant ou l'amarre, car il y a un risque de glissade.
15. Les entrepreneurs doivent veiller à ce que les chaînes d'amarrage ne s'emmêlent pas dans l'hélice.
16. Les entrepreneurs doivent toujours surveiller la position du navire pour s'assurer qu'il ne dérive pas vers la zone de danger ou l'obstacle balisés par l'aide flottante.
17. Lors des opérations de récupération, les entrepreneurs doivent s'assurer que le lest n'est pas accroché au fond de la mer.
18. Pendant le remorquage du lest vers la côte, les entrepreneurs doivent rester dans les chenaux profonds afin d'éviter d'accrocher le lest au fond de la mer.
19. Les entrepreneurs doivent connaître la zone d'intervention, posséder une expérience des opérations maritimes et connaître les niveaux d'eau, la profondeur de l'eau et la force des courants dans la zone.

Ces recommandations ne se veulent pas exhaustives; elles servent surtout à décrire les mesures de précaution qu'il importe de prendre pour garantir la sécurité des opérations de déploiement. Il appartient aux entrepreneurs de cerner tous les risques potentiels associés au déploiement des bouées et de se conformer rigoureusement à tous les règlements fédéraux et provinciaux en matière de santé et de sécurité au travail. En cas de divergence entre les directives régissant le déploiement en toute sécurité des bouées et les règlements applicables, ces derniers doivent toujours avoir préséance.

Les risques inhérents aux opérations de récupération des aides à la navigation énumérés dans le présent document forment une liste incomplète. On demande aux entrepreneurs de redoubler de vigilance en tout temps et de mettre en pratique leurs compétences nautiques. Il appartient aux entrepreneurs de cerner tous les risques potentiels associés à la récupération des bouées et de se conformer rigoureusement à tous les règlements fédéraux et provinciaux en matière de santé et de sécurité au travail. En cas de divergence entre les directives régissant la récupération en toute sécurité des bouées et les règlements applicables, ces derniers doivent toujours avoir préséance.



## ANNEXE « H » DECLARATION DE L'ENTREPRENEUR

### ÉQUIPEMENT

1. Je possède un véhicule à moteur pouvant exécuter les tâches exigées dans le cadre du présent contrat.

2. Je suis propriétaire d'un bateau à moteur. Longueur \_\_\_\_\_ Largeur \_\_\_\_\_

Puissance (HP) \_\_\_\_\_

Le bateau est-il équipé d'au moins les appareils électroniques suivants?

GPS ☐ Sondeur ☐ Autre : \_\_\_\_\_

3. Mon bateau est doté de l'équipement de sécurité requis en vertu du Règlement sur les petits bâtiments de la Loi sur la marine marchande du Canada 1.6.

Nom : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

### EXPÉRIENCE

1. J'ai réussi un cours de sécurité nautique agréé et je détiens une carte de conducteur d'embarcation de plaisance en vertu du Règlement sur la compétence des conducteurs d'embarcations de plaisance.

2. J'ai une expérience de la navigation sur le réseau du Lac Winnipegosis dans toutes les conditions de navigation, c'est-à-dire, dans des eaux basses ou hautes.

3. Les soumissionnaires **DOIVENT** REMPLIR **soit** la PARTIE EXPÉRIENCE - A ou la PARTIE EXPÉRIENCE – B ci-dessous:

#### EXPÉRIENCE - A.

Je possède des références pour des travaux semblables :

Type de travaux et durée du  
contrat \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

4. Si vous n'avez pas réalisé de travaux semblables, nommez deux autres références récentes qui sont au fait de votre expérience de navigation sur des lacs et des rivières.

#### Autre EXPÉRIENCE- B

Nom \_\_\_\_\_

Description des travaux \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

SIGNATURE

NOM

DATE